

TRIBUNE

La Montagne d'Or ou le mirage économique d'El Dorado

J'écoute et je lis avec beaucoup d'intérêt les informations et affirmations sur le projet dit de la Montagne d'or, qui vise à exploiter d'une manière inédite l'or du sous-sol guyanais. J'ai participé à la première réunion organisée par la Commission Nationale du Débat Public à Saint-Laurent-du-Maroni le 3 avril 2018. Il est regrettable que les nombreuses positions de principe ne permettent pas un débat de fond serein sur ce projet si spécifique, et réellement important pour l'avenir de la Guyane. Aussi, je souhaite exprimer ma position personnelle par écrit, sans ambiguïté ni caricature.

Elle est simple et claire. Ce projet possède sans doute des vertus économiques. Mais je crois qu'il comporte surtout trois risques fondamentaux : il divise notre société, nous donne de faux espoirs d'embellie économique et nous place à contretemps de l'histoire.

Prenons le temps d'écouter attentivement les affirmations avancées par le consortium russo-canadien qui exploitera le site à Saint-Laurent du Maroni ou par les soutiens du projet : cette mine serait favorable au « développement », « créerait de nombreux emplois » et permettrait « l'exploitation de nos ressources ». Il ne s'agit pas de jouer sur les mots ou d'utiliser des termes ronflants : essayons d'analyser chacune de ces assertions.

I- Les faibles arguments avancés par les promoteurs du projet

A- Une perte de capital sans recettes fiscales

Tout d'abord, il faut être réaliste : nous ne sommes pas, à ce jour, en mesure d'exploiter nous-même nos richesses. Nous manquons de capitaux, de technologie et d'ingénierie. Alors, devons-nous confier à une entreprise étrangère l'extraction de 85 tonnes d'or¹, valorisées 3,6 milliards de dollars, et lui laisser également conserver toute la valeur ajoutée de la transformation ? Avec quels bénéfices clairs pour les Guyanais ? Sans doute quelques maigres recettes pour les collectivités locales intéressées, la fiscalité étant totalement inadaptée à cette opération (la redevance des mines représente moins de 0,36%² de la valeur de l'or extrait).

Une seule chose est sûre : notre capital aurifère sera irrémédiablement perdu. Non seulement avec notre approbation, mais également avec nos impôts³, tant le système fiscal français subventionne directement le projet ! Est-ce là le modèle économique que nous souhaitons : payer pour que disparaisse notre capital, adossé, rappelons-le, à une ressource non renouvelable pour les générations futures ? Est-ce bien sérieux ?

B- Des emplois incertains

De plus, les chiffres annoncés des 750 potentiels emplois directs⁴ ne tiennent pas compte de la productivité, des capacités locales, des envies, des formations initiales et professionnelles. Et n'oublions pas la durée limitée de ce projet : qu'advient-il à la fin de l'exploitation, si ce n'est le chômage ? La jeunesse attend-elle avec joie des emplois subalternes dans cette mine industrielle, bruyante et polluante, loin de la première ville et de leurs familles ? Et qui nous dit que ces emplois ne seront pas pourvus par

¹ Source : montagnedor.fr. Hypothèse de l'once d'or à 1200 \$.

² Article 1463 du Code Général des Impôts : redevance de 125,7 euros par kg d'or.

³ Montagne d'or, mirage économique ? WWF France. Septembre 2017.

⁴ Source : montagnedor.fr. Hypothèse de l'once d'or à 1200 \$.

une nouvelle vague d'immigration ? Qui peut croire que nos jeunes auront accès au crédit dans ces conditions, qu'ils pourront envisager l'avenir sereinement ?

Et ne nous leurrions pas sur les enjeux : une étude approfondie a démontré qu'il faut créer 2500 emplois par an pendant au moins 10 ans dans l'ouest guyanais⁵. Autrement dit, il faudrait plus d'un projet minier de cette ampleur tous les ans... impensable !

C- Un procédé industriel très risqué sans expertise indépendante

Par ailleurs, que dire du processus prévu d'extraction de l'or ? Il détruira durablement le sol et le sous-sol, et pour de nombreuses générations. Qui peut imaginer que l'homme puisse, en quelques années, rétablir ce que la nature a mis des millénaires à construire ? L'exploitation est une destruction irrémédiable en contrepartie d'un espoir de gain. Compte tenu de la taxation très faible et de la captation intégrale du bénéfice par une entreprise aux capitaux étrangers, cette destruction sera sans retour réel pour le territoire.

Quant à la cyanuration, comment peut-on être si sûr d'un processus industriel si dangereux ? La lecture du rapport du BRGM⁶ consacré à ce sujet fait frémir : les risques sont inouïs. On se demande pourquoi l'Etat n'a pas simplement interdit cette pratique. Le rapport de Mme Christiane Taubira écrit en l'an 2000⁷ pointait déjà les risques, énumérait les pollutions et l'absence de connaissance des impacts sur la santé. Quels contrôles seront établis ? Seront-ils au moins permanents sur le site avec plusieurs fonctionnaires dédiés au contrôle directement sur le site ? Ce serait le minimum, mais mes nombreuses et vaines interpellations concernant la faiblesse de la police de l'Eau et de l'Environnement en Guyane, démontrent déjà le contraire. La Guyane mérite que nous exigions plus et mieux.

Et ne parlons pas de l'aberration économique et écologique qui consisterait à construire une centrale électrique thermique et à importer des millions de litres de gasoil pour alimenter les engins et outils sur la mine. A vous l'or et à nous la pollution ?

J'ai déjà écrit pour demander une expertise environnementale indépendante sur ce projet : elle est plus que jamais nécessaire et doit intégrer une étude des risques ainsi qu'une expertise économique et financière approfondie.

Dernière affirmation entendue : ce projet ferait reculer l'orpaillage illégal. Mais sans qu'aucun argument ne soit développé. Avouez que ce serait pour le moins étrange ! Ou alors serait-il insidieusement suggéré que l'entreprise effectue des actions de police ? En sommes-nous à mendier une police privée ? Tout cela prêterait à rire si le sujet n'était pas si sérieux. J'ai demandé à plusieurs reprises que les moyens de l'Etat soient adaptés à ce contexte de crise de souveraineté et de santé publique. Notre terre et notre eau sont polluées, nous le constatons rapport après rapport, y compris par le Parc Amazonien qui a su récemment tirer la sonnette d'alarme. Nous devons réagir fermement contre l'orpaillage clandestin. Seul l'Etat en a les moyens et s'est engagé à mener la lutte, selon les déclarations du Président de la République au mois d'octobre dernier, lors de sa venue en Guyane.

⁵ Schéma de développement économique de l'ouest Guyanais, CCOG, 9 mars 2016.

⁶ Utilisation de la cyanuration dans l'industrie aurifère en Guyane. BRGM. Février 2013.

⁷ L'or en Guyane, Eclats et Artifices, rapport au Premier Ministre, 2000. Cf. recommandation n°3.

II- La mine et le respect de la biodiversité : une conciliation difficile

A- Un projet à rebours de l'histoire et des enjeux de la région

J'entends également dire ça et là que cette destruction serait presque invisible dans l'immensité amazonienne... Mais enfin, nous envoyons un message au monde ! Un message de destruction et de pollution. Et soyons réaliste : nous ne pouvons pas vouloir la protection de la biodiversité et ce projet industriel : il faut faire un choix. En admettant la réalisation de ce projet, nous acceptons une relégation en deuxième division : nous refusons la technologie d'aujourd'hui et de demain, nous bradons notre biodiversité, premier trésor du monde.

Dans le pays qui a organisé la COP 21 et dont le Président de la République œuvre chaque jour pour la réussite d'une diplomatie climatique mondiale, je ne peux accepter que nous entaillions notre faune et notre flore, notre identité, à coup de milliers de tonnes d'explosifs pendant 12 ans sur 2,5 km de long, 400 mètres de largeur et 220 mètres de profondeur pour créer l'équivalent de deux dunes du Pilat renfermant 54 millions de tonnes de boue⁸. Serons-nous fier de notre territoire ainsi affligé dans 20 ans ? Nos enfants nous remercieront-ils pour ces déchets ? Je ne suis pas certain que les terrils du Nord et du Pas-de-Calais soient une immense fierté régionale. C'est pourtant l'avenir promis par les promoteurs du projet à notre forêt.

Regardons autour de nous : le Salvador a choisi de refuser tout nouveau projet minier, tant son territoire a été détruit. Le Guyana construit un modèle économique à l'écart des mines. Le Costa Rica a depuis longtemps mis en œuvre une diversification « verte ». Chacun peut se renseigner sur les ravages écologiques et les déséquilibres économiques subis par nos voisins, le Brésil et le Surinam. Personne ne nous contraint à copier leurs erreurs.

Est-ce parce que nous n'avons pas à ce jour décidé de construire un modèle économique, faute de décision politique, que nous devrions laisser d'autres nous l'imposer ? En sommes-nous là, passifs, alors que la population a souhaité reprendre son destin en main aux mois de mars et avril 2017 ? Quelle contradiction !

B- L'industrie n'est pas synonyme de développement

Oh, je vois déjà les doigts pointés vers moi par les habituels accusateurs qui parlent fort et aiment couper les arbres au nom du « développement » comme on coupait les têtes au nom de la « vertu » ! Contre quoi veulent-ils brader nos ressources ? Aucun pays ne s'est jamais développé sur les ressources minières. Aucune amélioration des conditions de vie n'est attendue pour la population.

La théorie parfois exprimée, venant de l'économiste Jean Fourastier⁹, sur le passage au stade industriel nécessaire pour atteindre la prospérité était une observation valable en Europe il y a plus de 50 ans. Elle n'est pas adaptée à notre territoire ni à notre temps. Quant au développement, il constitue *strico sensu* l'aboutissement de changements mentaux et sociaux. Ne confondons pas la richesse de quelques-uns et la recherche du bien-être pour tous, qui doit être le seul objectif des décideurs politiques.

Ce n'est pas sur une entreprise et un seul projet industriel fondé sur une seule ressource dont nous ne maîtrisons pas la valeur de marché qu'il faut nous concentrer, mais sur l'ensemble des secteurs innovants et auprès des entrepreneurs qui croient en notre territoire et ne souhaitent pas le piller avec nos impôts.

⁸ Marion Briswalter, *En Guyane, bras de fer autour de la « montagne d'or »*, Libération, 22 septembre 2017

⁹ Le grand espoir du XXème siècle. Paris : Gallimard. 1967.

C- Des projets innovants : la seule voie d'avenir ambitieuse

Oublions les échecs industriels du passé et regardons l'avenir. Étudions le monde qui vient, qui sera celui de notre jeunesse. La littérature économique d'aujourd'hui regorge des « mines des centres ville » qui disposent de plus de ressources que la Montagne d'or dans le recyclage. J'ai pu visiter, grâce à de jeunes entrepreneurs Guyanais et Antillais, la Station F à Paris : j'y ai vu un nouvel univers, des start-ups en développement, un cadre de travail sans subvention publique, une économie exceptionnelle connectée avec le monde. Elle est fondée sur les bio-ressources, le numérique, le bio-mimétisme, l'énergie propre. Elle cherche à innover dans tous les domaines tout en étant respectueuse des modes de vie de chacun. Mais la Guyane est curieusement absente de ces projets.

Ne manquons pas le train de l'histoire : notre jeunesse ne nous le pardonnera pas. Ce n'est pas parce que la crise économique et sociale de notre territoire est chaque jour plus grande que nous devons foncer sur la première opportunité venue sans réfléchir. Nos choix sont graves.

Ne vous méprenez pas : je ne suis pas contre l'exploitation aurifère. Je ne souhaite en aucune manière une mise sous cloche de notre territoire. Mais je veux une industrie de pointe dont nous pourrions être fier, qui sera pourvoyeuse d'emplois durables, pérennes, qui formera nos jeunes. Il n'y a aucune contradiction. Je veux que la Guyane soit un exemple mondial dans la gestion de ses ressources. Je veux que notre Amazonie, berceau de nos ancêtres et de notre identité, soit respectée.

Nous devons absolument créer un bureau minier régional qui développera des connaissances fortes, aura des capacités réelles d'action et de contrôle des opérations. Et qui portera des valeurs responsables, avec une expertise technique et juridique permettant de développer un lobbying au plus haut niveau. Nous devons également encourager le regroupement des acteurs miniers afin qu'ils soient plus forts et développent leurs activités en ayant la capacité d'innover et de devenir des leaders.

Ce projet ne répond pas à ces objectifs exigeants. Il ne me semble pas digne d'être mis en œuvre sur notre territoire, à proximité de l'excellence technologique européenne de Kourou. Il l'est d'autant moins après la lecture du rapport du CGEDD de mai 2017¹⁰, démontrant les ressources considérables de l'économie verte en Guyane.

Conclusion : soyons de notre temps pour inventer notre prospérité !

Regardons l'avenir avec sérénité : nous sommes riches et forts de notre jeunesse. Il faut nous retrousser les manches : nous devons aller chercher les créateurs, les entrepreneurs, les investisseurs, comme toute région doit le faire, et la nôtre plus que toutes les autres. Où est notre outil de promotion du territoire à Paris, Pékin ou San Francisco ? Où est notre fonds de développement des start-ups ? Où sont nos solutions innovantes de formation ? Ce n'est pas en développant les mines avec d'anciens procédés que notre jeunesse ambitieuse restera ici ou voudra revenir. Elle est pourtant le socle de notre Avenir.

Soyons de notre temps ! Ouvrons-nous au monde. Ne restons pas les bras croisés à attendre passivement. Il y a tant à faire, tant d'exemples de réussites permettant d'insérer notre jeunesse dans une économie nouvelle, dans une croissance nouvelle, dans l'économie circulaire, dans la valorisation des bio-ressources. Ne cédon pas à la facilité. Ne copions personne, surtout pas les échecs de nos voisins : nous devons inventer notre prospérité.

Après l'esclavage, après le baigne, allons-nous encore présenter notre territoire à rebours de l'Histoire ? La Guyane a tant à offrir : ne la réduisons pas à quelques cailloux dorés qui rempliront les poches d'un tout petit nombre.

¹⁰ La biodiversité, un des leviers du développement économique et sociale en Guyane, CGEDD, mai 2017

Reprenons notre destin en main et faisons le pari de l'avenir ! Nous devons prendre chacune de nos décisions sous le regard de nos enfants et petits-enfants : de nos choix découlera leur bien-être. Notre seul but doit être de leur rendre la Guyane meilleure. Ils ne doivent pas payer pour nos erreurs.

En magnifiant les Peuples de Guyane, Léon-Gontran Damas ne disait-il pas :

« (...) sur la terre des parias
Un troisième homme vint
depuis
trois Fleuves
trois Fleuves coulent
trois Fleuves coulent dans mes veines ».

Sa parole sampula, awassa ou kamougè reste toujours aussi vivace à nos oreilles. Laissons-la raisonner.

Patrick LECANTE,
Maire de Montsinéry-Tonnégrande,
Administrateur de l'Agence Française pour la Biodiversité,
Président du Comité de l'Eau et de la Biodiversité de Guyane,